

La plupart des problèmes de stabilité identifiés au premier chapitre trouvent un écho dans cette proposition. Les enjeux géopolitiques sont également des réalités que les promoteurs du CEPS ont tenté d'intégrer, en adaptant leur projet aux conditions du terrain. Par exemple, ne plus voir les importantes ressources de pétrole et de gaz de la mer Caspienne comme un problème accentuant les conflits, mais plutôt comme un instrument pouvant servir la paix est une idée fort bien exploitée dans le PSCS. Jusqu'à maintenant, à cause de l'état de non-résolution des conflits caucasiens et pour des considérations politiques, les différents projets de transport de ces ressources ne sont pas conçus de façon optimale. Une meilleure configuration des tracés pourrait apporter une diversité économique à des régions moins pourvues, leur permettant de bénéficier de retombées économiques, tout en évitant les risques pour l'environnement qu'engendre l'augmentation du transport du pétrole à travers le Bosphore turc. Certes, il ne s'agit pas d'une idée nouvelle dans la région¹⁸, mais son utilisation à l'échelle régionale parallèlement aux autres propositions du PSCS, notamment en associant tous les acteurs étatiques de la région, rend plus crédible cette option.

Un certain nombre de problèmes subsistent, notamment en ce qui concerne le besoin de reconnaissance des groupes locaux, le biais occidental du projet, la « dimension sud », le rôle de l'OSCE et enfin l'idée de faire de la résolution du conflit du Karabakh un moteur du développement d'une coopération régionale.

Besoin de reconnaissance de tous les groupes impliqués

Une première difficulté dans la promotion de cette proposition se situe dans le besoin de reconnaissance des groupes locaux. Ce n'est en effet que récemment que les nations caucasiennes ont réellement pris conscience de leur identité ethnique, ayant été intégrées au cours des derniers siècles dans de plus vastes ensembles impériaux. Pour des petites nations ayant accédé à la souveraineté tout récemment et à un prix élevé, il sera extrêmement difficile de renoncer à une partie de leur souveraineté pour à nouveau se fondre dans un ensemble régional. De ce point de vue, la région n'est peut-être pas prête à débiter un processus d'intégration de type UE et de reconnaître leur dépendance mutuelle comme étant un important élément de leur recherche de sécurité¹⁹.

Une autre difficulté se situe dans le besoin de reconnaissance des sous-régions dans le projet. On peut applaudir le changement apporté au projet de PSCS, dans sa deuxième version, qui prévoit désormais une place aux entités sécessionnistes dans la structure régionale. Cependant, les trois entités sécessionnistes ne constituent pas les seules sous-unités de la région. D'autres populations minoritaires, potentiellement sécessionnistes, sont également en quête d'une plus grande autonomie dans la région (notamment les Lezghiens et les Talisches en Azerbaïdjan ou les Arméniens et les Mingrèles en Géorgie). Pourquoi le Nakhitchevan ou l'Adjarie n'en feraient pas également partie? Cette question est moins impromptue que

¹⁸ Francis Gutmann, «Russie, hydrocarbures et politique», *Géopolitique*, no 54, pp. 70-73; Pierre Lorrain, «La manne du pétrole et la guerre de Tchétchénie», *Géopolitique*, no 54, pp. 74-76.

¹⁹ Voir Giulshen Pashaeva, «Myths and Realities of the South Caucasian System of Regional Security», *Central Asia and the Caucasus*, vol. 2, no 1 (7), p. 26.